

LIBAN > **Le jeu syrien**

La Syrie peut-elle contre-attaquer au Liban ? Y aura-t-il au contraire une « contagion démocratique » dans tout le Moyen-Orient ? L'analyse d'Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des pays arabes.

Propos recueillis par

Marie LEFEBVRE-BILLIEZ

La situation du Liban aujourd'hui était inimaginable il y a quelques semaines encore. Elle a bouleversé le quotidien des Libanais. Le représentant du secrétaire général de l'ONU s'est rendu à Damas pour veiller à l'application de la résolution du Conseil de sécurité n° 1559. Bachar el-Assad lui a promis un retrait, dont la première phase devrait se terminer dans quelques jours. Quelle est la clé de ce « miracle » ?

En 2004, la Syrie a renforcé son emprise sur le Liban. Elle a fait modifier la Constitution et prorogé le mandat de l'actuel président de trois ans. Mais le Premier ministre, M. Hariri, a refusé de plus suivre. Il voulait faire appliquer la résolution 1559 de l'ONU, qui prévoit un retrait des forces syriennes du Liban. Damas le suspectait même d'avoir été une des chevilles ouvrières de la conception de cette résolution. Or le 14 février dernier, l'assassinat de M. Hariri a eu l'effet contraire de celui escompté par la Syrie : elle est désormais contrainte d'appliquer la résolution 1559.

La bataille n'est pas gagnée pour autant. La Syrie a procédé à un repli tactique. Dans quelques jours aura lieu le sommet arabe d'Alger : la Syrie veut seulement apaiser les dirigeants arabes, révoltés par l'assassinat de M. Hariri.

Le pays est loin d'accepter un retrait définitif et le respect de l'intégrité de son voisin, lui qui n'a jamais reconnu l'existence du Liban, qui a armé l'OLP, dans les années 70, pour créer un État parallèle au Liban, avant de rééditer cette politique et d'armer le Hezbollah. La Syrie prélève sur le Liban quatre milliards de dollars tous les ans ; elle y dispose d'un président aux ordres, de services de renseignement et de bases militaires.



Antoine Basbous

gements et d'une justice plus qu'un temps de l'Union soviétique stalinienne. Un exemple : la tentative d'assassinat de Marwan Hamadé a été filmée par la caméra de vidéosurveillance d'une école. Cette cassette, qui montre le poseur de la voiture piégée, a été saisie par la justice libanaise et a disparu. La personne qui figura à sur le film a été retrouvée morte trois jours plus tard.

Pompier pyromane

Et puis, il y a le Hezbollah, armé et financé par la Syrie et l'Iran, grâce auxquels il dispose de chars, de drones et de missiles longue portée que même l'armée libanaise ne possède pas. Or, le Hezbollah se considère comme une « Résistance » et non pas comme une « milice » alors que la résolution 1559, à l'instar des accords de Taëf de 1989, prévoit sa dissolution. Pourtant, depuis 2000, il n'y a plus d'occupation israélienne du Liban. Une Résistance contre qui, alors ?

L'insistance du Hezbollah sur sa « vocation sanctuarisée » prouve bien que la Syrie n'a pas abandonné le combat. Le 8 mars dernier la contre-manifestation du Hezbollah, qui a du poids dans la communauté chrétienne, a réuni autant de Syriens et de Palestiniens que de Libanais. Ce jour-là, les frontières syro-libanaises étaient ouvertes au flux continu de cars et de camions de l'armée syrienne transportant des civils. Or, lors des manifestations antigouvernementales de Beyrouth étaient fermées, ainsi que plusieurs axes au cœur de la capitale.

« La dynamique démocratique, bien que fragile, existe »

La Syrie a donc toujours les moyens de mettre le pays à feu et à sang pour pouvoir prétendre, demain, jouer le rôle du pompier. Alors qu'elle est véritablement pyromane. L'objectif recherché par la Syrie est, depuis la chute de Bagdad en avril 2003, de créer un « royaume chiite », qui irait de Téhéran à Beyrouth, en passant par Damas et Bagdad. Perspective qui lui permettrait de prolonger l'existence de son régime minoritaire qui opprime la majorité depuis plus de 35 ans. Mais la Syrie se retrouve aujourd'hui seule, piégée non seulement par la résolution 1559, mais aussi parce qu'elle a les Américains à ses trousses.

Pour une fois, l'axe troyen antique a fonctionné. Bush et Chirac sont exceptionnellement la main

dans la main pour soutenir la souveraineté du Liban. Après la chute du mur de Berlin, les anciennes « démocraties populaires » de l'Est ont rejoint le camp de la démocratie. Après la chute des talibans et de Saddam, consécutives aux attaques du 11 septembre 2001, il va y avoir d'autres redditions. La preuve : Kadhafi a capitulé et abandonné ses projets d'armes de destruction massive, le Soudan a signé un accord de paix entre le Nord et le Sud en guerre depuis plus de vingt ans. L'Égypte a changé son mode de scrutin. En Arabie, on vote partiel-

lement pour les municipales. Les Afghans, les Palestiniens et les Irakiens ont pu voter, prouvant que l'on peut organiser des élections dans un pays occupé, malgré le chaos. Seule la Syrie, avec la Corée du Nord, résiste à cette dynamique démocratique.

Mais cette dynamique, bien que fragile, existe. Les populations arabes regardent ce qui se passe à Beyrouth, qui peut être le signal de la contagion démocratique. Il faut bien que cela commence un jour, quelque part. Fort de son expérience démocratique passée, de son aspiration à la liberté, de ses libertés civiles et des libertés publiques et privées, le Liban a donné aujourd'hui le signal de départ. Espérons qu'il sera soutenu pour éviter tout piège syrien. ■